

2016

Urbanisation, bilan environnemental et diagnostic territorial: cas d'Er-Rachidia et de la basse vallée de Ziz

Mohamed Ben Attou

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Ibn Zohr, Agadir, Maroc,
medbenattou@gmail.com

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat>



Part of the [Geography Commons](#)

Recommended Citation

Ben Attou, Mohamed (2016) "Urbanisation, bilan environnemental et diagnostic territorial: cas d'Er-Rachidia et de la basse vallée de Ziz," *Dirassat*: Vol. 19 : No. 20 , Article 11.
Available at: <https://digitalcommons.aaru.edu.jo/dirassat/vol19/iss20/11>

This Article is brought to you for free and open access by Arab Journals Platform. It has been accepted for inclusion in Dirassat by an authorized editor. The journal is hosted on [Digital Commons](#), an Elsevier platform. For more information, please contact rakan@aar.edu.jo, marah@aar.edu.jo, u.murad@aar.edu.jo.

Urbanisation, bilan environnemental et diagnostic territorial: cas d'Er-Rachidia et de la basse vallée de Ziz

Mohamed BEN ATTOU

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

Université Ibn Zohr - Agadir

Introduction

Le choix de Tafilalet en général et d'Er-Rachidia en particulier dans la basse vallée du Ziz comme cadre d'analyse de l'impact de l'urbanisation en matière de bilan de consommation de ressources naturelles (notamment l'eau et la forêt) et de gestion des déchets est imposé par cette unité spatiale qui connaît à la fois une urbanisation massive sur une territorialité très limitée et à vocation touristique. En effet, La vallée du Ziz est concernée hydro-graphiquement, par les bassins versants des deux oueds Ziz et Rheris ; la grande partie de ces bassins est située sur les hauts reliefs de l'Atlas où s'est développée une agriculture de montagne dans les gorges et les vallées étroites. En aval du Tafilalet, la confluence des oueds Ziz, Rhéris et Maïder forme l'oued Daoura qui se perd dans le Sahara. De manière générale, les modes d'exploitation actuels des ressources en eau tendent vers l'épuisement des nappes phréatiques et constituent un vrai danger pour l'avenir. Une marge de sauvegarde, voire de progrès possible, est constituée par une meilleure utilisation de l'eau allant dans le sens de son économie et de sa meilleure valorisation par l'amélioration des systèmes de production agricole pratiqués.

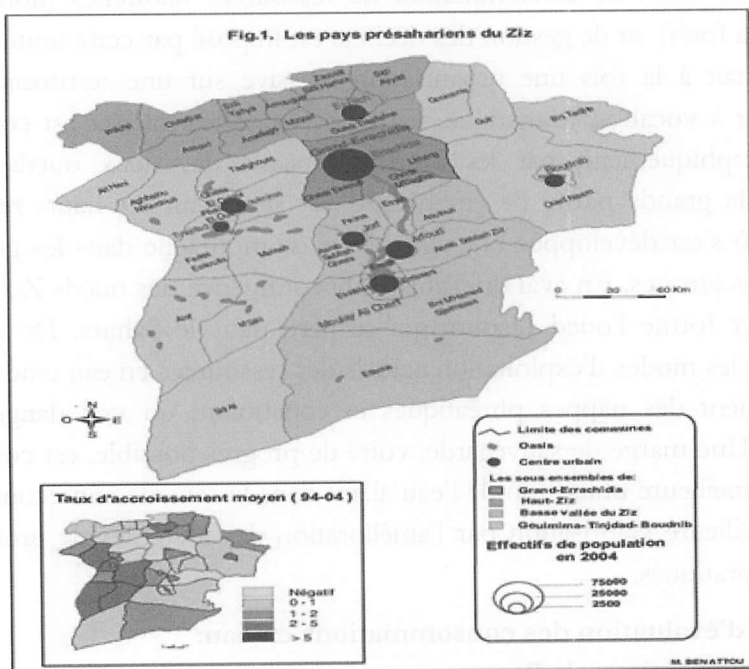
I- Essai d'évaluation des consommations en eau:

1-La problématique de l'eau

1-1- La concurrence pour l'eau

L'évaluation des ressources en eau dans la basse vallée du Ziz a toujours montré que l'essentiel de ces ressources provient des eaux de surface et d'aquifères à fort taux de renouvellement. En effet, la part des eaux renouvelables (eaux de ruissellement, nappes phréatiques et aquifères secondaires profonds) contribuent à raison de 90 % de l'ensemble des ressources exploitables.

La superficie totale irriguée par les eaux pérennes est de l'ordre de 28 000 ha. La superficie irriguée par épandage des eaux de crue est variable selon l'hydraulique de l'année. Elle est en moyenne de 11 400 ha, principalement concentrée dans le bassin de Rhéris. Les conditions naturelles défavorables constituent une contrainte à l'activité agricole qui reste concentrée dans les vallées et oasis irriguées généralement le long des oueds. L'agriculture pluviale est absente dans la zone.



L'agriculture est pratiquée dans des périmètres irrigués de superficie variable allant de quelques hectares à plusieurs milliers d'hectares. Ces périmètres présentent des caractéristiques communes: micro- propriété, systèmes d'irrigation généralement traditionnels (seguias en terre), nombre limité de seguias modernes, règles coutumières pour la gestion d'eau qui sont le plus souvent privatifs (Melk), assolements entre cultures vivrières et l'arboriculture, taux d'intensification culturale est variable selon les disponibilités en eau, faible recours aux techniques culturales (semences sélectionnées, les engrais et les produits phytosanitaires). Dans les zones irriguées par épandage des eaux de crues, le système de mise en valeur agricole est basé sur la monoculture céréalière (orge et blé).

Les principales espèces cultivées sont le palmier dattier, l'olivier, le pommier, les céréales, la luzerne, les cultures maraîchères et le Henné. Cependant, cette diversification et l'intensification par endroit des différents types de production agricole se fait sans réelle prise de conscience des disponibilités en eau. Les besoins en eau s'avèrent ainsi en décalage avec les disponibilités réelles.

Tableau 1: Estimation de la consommation en eau à vocation agricole (en millions de m³)

Céréales	Maraîchères	légumineuses	Fruitières	Fourragères	Total m ³ /ha	Consommation m ³ /ha
2.800	13.000	5.500	18.000	7.000	-	
15.181	3.385	3.385	22.871	7.402	52.224	Zone de montagne 6.617
8.454	2.364	1.666	44.829	11.108	68.421	Z. Intermédiaire 12.491
20.94	3.511	0.703	76.521	11.246	112.919	Z. de Plaine 7.941
0.448	0.039	0.022	3.422	0.246	4.177	Tinjdad/ Goulmima 11.138
0.512	0.118	0.032	0.432	0.175	1.269	Ettaous 4.750
45.535	9.417	5.808	148.075	30.177	239.01	8.447 m ³ /ha

Sources: RGA, 1996

A vrai dire, la demande en eau agricole n'est pas figée. Elle est soumise à un grand éventail de facteurs socio-économiques, pédologiques et

climatiques qui sont en perpétuelle mutation. Normalement, le facteur majeur qui influence la demande, est le coût de l'accès à l'eau et par conséquent, une appréciation de l'élasticité de la demande en eau en fonction du coût est nécessaire pour une bonne définition de son usage. A ce stade au Maroc, la tarification de l'eau est faible par rapport à sa valeur surtout si l'on tient compte de la rareté de la ressource. Dans ces régions qui souffrent de pénurie d'eau extrême, et caractérisées en plus par des sensibilités sociales diverses, il y a lieu de prendre en considération d'autres facteurs compensatoires quant à la valorisation de l'eau en introduisant un soutien aux objectifs de développement économique et social, tout en favorisant la mise en œuvre de la nouvelle politique basée principalement sur la gestion de la demande, par le biais des mesures incitatives.

L'agriculture n'est cependant pas le seul secteur concurrent à la consommation domestique. En effet, la demande du secteur touristique est de l'ordre de 1.97 millions de m³ estimés sur la base d'une capacité de 26.000 lits à l'horizon 2030 et d'un taux d'occupation de 52%, en prenant en considération une consommation journalière de 400 litres par lit par jour. Les activités liées à des petites PME ou à de l'artisanat et les services nécessitent une quantité d'eau estimée à 100 litres par emploi. L'emploi induit pour les activités touristiques est estimé avec l'utilisation d'un coefficient de 1,5 emploi par emploi de base. Ceci permet d'estimer un besoin en eau de 0.62 millions de m³.

1-2- La consommation domestique

L'approvisionnement en eau potable de toutes les villes de la vallée du Ziz, prise en charge par l'ONEP dépend exclusivement des captages des nappes. Les efforts déployés par l'ONEP ont permis durant les trois dernières décennies d'améliorer sensiblement le niveau d'alimentation en eau potable du milieu urbain dans la région. L'évolution récente et future est marquée par des dispositions importantes au niveau national, à savoir, l'adoption par l'ONEP de la stratégie visant la généralisation de l'alimentation en eau potable dans le milieu rural, et l'intervention dans le domaine de l'assainissement dans le cadre d'une vision globale et intégrée du cycle de l'eau.

Tableau 2: Indicateurs statistiques sur l'approvisionnement en eau domestique

Indicateurs	1995	1999	2004
Taux de desserte en milieu urbain (%)	86	90	92 *
Population bénéficiaire en milieu urbain (Hab.)	135 000	153 000	173 000
Taux de desserte en milieu rural (%)	57	74	82 **
Population bénéficiaire en milieu rural (Hab.)	193 000	270 000	320 000
Production d'eau en milliers de m ³	6,5	7,7	9,0
Nombre d'abonnés	30 141	38 815	56 000

* Le taux de couverture en milieu urbain est en fait de 100 % dont (8 % au moyen de bornes-fontaines)

** 40 % de la desserte en milieu rural se fait par branchement individuel

La demande en eau potable dans les villes du Ziz et de Tafilalt évolue en fonction de la démographie et du niveau de vie qui conditionne les dotations individuelles. Les besoins des centres urbains vont connaître, selon les projections, une augmentation de 50% à l'horizon 2030.

Tableau 3: Evolution des indices économiques dans la basse vallée du Ziz 1994-2029

Population	1994	2004	2014	2029
Totale	165 291	160 092	165 500	170 000
Active	38 056	43 528	44 500	49 000
Active occupée	32 473	37 473	39 000	45 000
Au chômage	5 575	6 094	5 400	4 400
Taux d'activité	23.0%	25.0%	27.0 %	29%
Taux de chômage	14.6%	14.0%	12.0%	9%

Sources: RGPH, 1994, 2004, Projection S.U.D.-SARL, 2008.

Le développement de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales dans la vallée du Ziz, est remarquable. Le PAGER (Programme d'alimentation groupé en eau du milieu rural) qui s'est donné comme objectif de porter le taux d'accès à l'eau potable à 92% en 2007, se trouve actuellement et d'après les statistiques à 50% de réalisation au niveau national. Globalement le taux de desserte de la région aurait atteint les 82%.

Les raisons de ce succès proviennent d'une part de la forte implication des populations dans une gestion rigoureuse de l'eau, dans le financement des projets et la gestion des installations par le biais d'associations locales

qui sont très actives, et d'autre part grâce à l'important effort déployé par les pouvoirs publics afin de mobiliser les moyens nécessaires pour assurer l'approvisionnement de ces populations. Les principales actions ont concerné l'alimentation groupée de douars, le raccordement des agglomérations aux adductions régionales, la forte présence de l'ONEP dans la région et la mobilisation de dons pour le financement de projets et le recours par les populations locales à l'utilisation des « Métfias » pour le stockage des eaux de pluies puisqu'il a été recensé plus de 400 ouvrages de ce genre.

La consommation journalière des populations urbaines est estimée à 110 litres par habitants et par jour. Pour les populations rurales, cette estimation est de 80 litres par habitants par jour. A cet effet, les besoins en eau domestique sont estimés à 8.8 millions de m³ en milieu urbain et 5.9 millions de m³ en milieu rural. Si l'on effectue une comparaison entre la consommation (prévue) en eau (sans que les consommations en eau de l'agriculture n'évoluent ni en plus, ni en moins) et la disponibilité actuelle en eau, on constate un déficit de l'ordre de 30 millions de m³ d'eau. La multiplication des pompages permet de réduire ce déficit (218 demandes d'autorisation de prise d'eau par pompage dont 187 favorables en 2003 doivent permettre de soutirer un volume de 29,6 Mm³). Cependant, la hausse des pompages s'accompagne de la hausse des superficies irriguées et donc de la hausse des besoins en eau. Les pompages ne peuvent donc constituer une source durable d'approvisionnement en eau, d'autant plus que les pompages font baisser les nappes phréatiques, qui constituent elles-mêmes une ressource non illimitée.

Tableau 4: Besoins en eau dans la basse vallée du Ziz

Secteur	Quantité (millions de m ³)	% des besoins
Agriculture	240	93 %
Domestique	14.7	5.7 %
Tourisme	1.97	0.7 %
Activités économiques	0.62	0.5 %
Total des besoins	257.29	
Total des ressources	227	
Total du déficit	- 30 millions m³	10 %

Sources: Estimations précédentes

L'alimentation en eau potable dans la région, prise en charge par l'ONEP ou d'autres intervenants (collectivités locales, associations, organismes étrangers...) dépend exclusivement des captages des nappes. Les efforts déployés ont permis durant les trois dernières décennies d'améliorer sensiblement le niveau d'alimentation en eau potable des milieux urbain et rural dans la région. L'évolution récente et future est marquée par des dispositions importantes au niveau régional à savoir, l'adoption par l'ONEP de la stratégie visant la généralisation de l'alimentation en eau potable dans le milieu rural, et l'intervention dans le domaine de l'assainissement dans le cadre d'une vision globale et intégrée du cycle de l'eau.

Quant au taux de desserte en électricité des populations locales, il est assez élevé puisqu'il se situe au delà de 80% voire plus pour les villes et les principaux centres ruraux de la région. On espère atteindre 99% d'équipement au terme de l'année 2008. L'électrification progresse rapidement depuis deux décennies. Des programmes en cours équipent un certain nombre de ksours notamment dans la haute vallée du Ziz où la plupart des villages limitrophes de la route sont desservis.

2- La déforestation: des modes de gestion alternative doivent remplacer la disparition des codes traditionnels de gestion des ressources naturelles

L'arrachage anarchique de la végétation à des fins économiques ou domestiques et la destruction de la végétation qui s'en suit n'est pas uniquement le fruit du surpâturage du cheptel. Les espèces graminéennes et ligneuses font également les frais d'une augmentation des besoins en matière d'énergie, notamment pour le chauffage et la cuisson des aliments face à un prix du gaz qui reste assez élevé pour les populations.

L'augmentation rapide de la population et la mutation en partie des comportements est ainsi à la base d'un phénomène irréversible et particulièrement dangereux pour la vallée du Ziz. En effet, les zones rurales, les ateliers céramiques et de poterie traditionnelle continuent à être équipés par des fours archaïques en argile, fonctionnant exclusivement par l'utilisation de la biomasse environnante. Ces fours, en plus de représenter d'importants risques pour l'environnement du à l'émission de gaz qu'ils libèrent, participent à la destruction de centaines d'hectares de buisson chaque année (en particulier des plantes de la famille des Chénopodiacées).

Avec la sédentarisation progressive des nomades et la concentration des troupeaux dans un rayon limité de 4 à 5 Km autour des zones d'habitations environ ou carrément dans les terrains vagues des quartiers péri- urbains intégrés à la ville par le biais de l'expansion des périmètres urbains et l'éclatement des ksours et leur tendance de spéculation foncière sur des terrains jusqu'à hier étaient soit un champs de culture soit un terrain de parcours, les populations se rabattent sur la forêt. La distance de récolte du bois peut aller aujourd'hui jusqu'à 50 km, témoignant de l'amplification du phénomène de désertification, au fur et à mesure de la raréfaction de la matière première.

Si l'augmentation de la population est un facteur ayant joué pour beaucoup dans cette forme de désertification, ici encore, la mutation des pratiques est à la base de l'aggravation du phénomène. En effet, la période de ramassage de bois était fixée chaque année et ne devait pas dépasser une certaine période afin de prévoir le renouvellement des ressources. La disparition des codes traditionnels ne doit pas laisser place à un vide et des modes de gestion alternatifs des ressources doivent nécessairement voir le jour dans ces zones arides.

3- La gestion des déchets: contraintes et limites

3-1- L'assainissement fait défaut dans la rive gauche du Ziz

Les municipalités d'Erfooud, Errich, Goulmima et Moulay Ali Cherif sont dotées d'un réseau d'assainissement au contraire des municipalités de Jorf, Tinejdad et Boudnib. Le réseau d'Er-Rachidia est le plus développé et sera couvert par un SDAL. Cependant, il ne couvre que la partie située sur la rive droite de l'oued Ziz. Le reste de l'agglomération n'est assaini que d'une manière partielle à l'aide des puits perdus qui sont réservés exclusivement aux eaux vannes ; les eaux ménagères sont évacuées directement dans les ruelles. En milieu urbain, il est envisageable de prévoir la création de stations d'épuration et de traitement des eaux d'une superficie totale de 10.064 m², agrémenté d'un système de séparation des eaux (eaux usées, eaux pluviales). Actuellement, on trouve deux STEP au niveau de la vallée du Ziz: une à Er-Rachidia et une à Rissani. Celle d'Er-Rachidia contient quatre bassins anaérobies de 74 mètres de longueur et de 36 mètres de largeur. La STEP fonctionne également grâce à l'existence de lagunes à boue. La ville d'Er-Rachidia dispose du réseau le plus développé mais le taux de

raccordement global au réseau d'égout ne dépasse pas 50% ; Le réseau fait défaut dans la rive gauche du Ziz. La STEP de Rissani est de type lagunage naturel. Elle reçoit les eaux usées de la ville de Rissani. L'absence de STEP dans les autres centres urbains de la vallée du Ziz est problématique pour la qualité des eaux de la vallée. La mise en œuvre des programmes de l'ONEP doit permettre de résorber ce problème à moyen terme (STEP d'Errich en cours d'étude). De nouvelles STEP sont à prévoir dans les centres urbains suivants: Errich, Boudnib, Tinejdad, Goulmima, Erfoud.

Les procédés d'urbanisation à l'œuvre dans la vallée (dispersion de l'habitat rural sur des parcelles atteignant 400 m²) ont des répercussions immédiates sur la maîtrise de l'assainissement. De ce fait, les techniques utilisées pour la pratique de l'assainissement en milieu rural restent très disparates au niveau de la vallée. La plupart du temps, l'épuration se fait totalement ou partiellement par le sol avec un risque sanitaire important, dû à la stagnation des effluents à proximité des habitations. La meilleure solution réside généralement dans un mélange raisonné de deux techniques. D'une part, l'assainissement non collectif. Il s'agit d'un système de latrines qui exige un espace disponible relativement important. Ce sol doit être de nature à être creusé et ne doit pas être inondable. Par ailleurs, les dispositifs d'assainissement ne peuvent être implantés à moins de 35m d'un captage d'eau potable. Diverses distances minimales d'éloignement sont également à prévoir (5m des habitations...). D'autre part, un petit assainissement collectif pouvant engager plusieurs Ksour.

3-2- Les décharges publiques

Dans la vallée du Ziz, les municipalités et centres urbains sont toutes dotées de décharges à enfouissement des déchets. La plupart de ces décharges ne sont pas clôturées et sont situées dans des zones inondables, ce qui présente d'importants risques écologiques, notamment en ce qui concerne la pollution des nappes et des sols. Il n'y a pas de système de tri des déchets ni de traitement des déchets les plus polluants. La gestion des déchets dans la vallée du Ziz est donc une source de pollution, qui vient ajouter de nombreux risques pour la population de la vallée, tant sur le plan de la santé, que sur le plan de la dégradation des ressources.

Tableau 5: Situation des décharges et de la gestion des déchets dans les municipalités du Ziz

Communes	Ordures journalières	Moyens humains	Moyens Matériels	Superficie et situation de la décharge par rapport à la ville	Profondeur de la nappe	Observations
Rich	16 T	28 ouvriers	3 camions Bennes	4 ha 5 km	-	-
Er-Rachidia (couverture 70 %)	60 T	53 (collecte) 15 (transport)	1 tracteur 3 pick-up 2 dumpers 5 bennes	6 ha 12 km	25 m	non-clôturée inondable
Jorf	9 T	-	Brouettes Bennes	4 km	-	-
Raissani	4 T	6 ouvriers 3 chauffeurs 1 technicien	1 tracteur 2 camions	7 km (ouest)	-	-
Arfoud	26 T	9 ouvriers 3 chauffeurs	12 camions tracteurs containers	6 ha 2 km (Est)	60 m	Non clôturée Nouvelle décharge en projet
Goulmima	12 T	-	Tracteur Camions	5 ha 8 km	30 m	Inondable Non clôturée
Tinejdad	6 T	-	-	1 ha 2 km	30 m	Non inondable
Boudnib	12 T	6 ouvriers	2 tracteurs 1 camion	7 km (nord-est)	-	Non clôturée

Sources: Province d'Er-Rachidia, 2005

Le tableau montre l'ampleur des ordures ménagères générées par une urbanisation démographique en déficit total en matière d'éducation environnementale. 145 tonnes est la ratio quotidien des déchets dans la basse vallée du Ziz, soit près de 60 000 tonnes par an. Avec des moyens humains de 82 ouvriers et techniciens, le ration annuelle est de 645 tonnes d'ordures par ouvrier- technicien. Ce qui fait l'équivalent d'un effort de 239 440 heures de travail dans des conditions le moindre qu'on puisse dire difficiles. Rapporté à la population urbaine et à la taille moyenne des ménages dans chaque localité urbaine, le résultat paraît plus inquiétant. 6.5 kg d'ordures par ménage est produite quotidiennement dans la basse vallée du Ziz. Soit 2.4 tonnes par ménage chaque année. Il s'avère que la quantité des déchets produite par les villes n'a pas de relation apparente avec la

taille démographique. Une ville comme Er-Rachidia qui présente 13 fois la taille de Raissani en produit moins en termes de ration Kg/mémége/jour. C'est-à-dire que Raissani produit plus de 800 kg d'ordures de plus qu'Er-Rachidia. En effet, Jorf, Raissani, Goulmima et Tinjdad sont les villes qui posent plus de problèmes à ce niveau.

Tableau 6: Ratios des ordures ménagères dans la basse vallée du Ziz

Villes	Population	Taille moyenne des ménages	Ordures T/J	Ordures Kg/M/J	Ordures Kg/M/An
Rich	20 155	5.0	16	6.3	2 299.5
Er-Rachidia	75 239	5.1	60	6.4	2 336.0
Jorf	12 135	6.1	9	8.2	2 993.0
Raissani	5 575	6.2	4	8.6	3 139.0
Arfoud	23 622	5.9	26	5.4	1 971.0
Goulmima	16 582	5.4	12	7.5	2 737.5
Tinnjdad	7 481	5.8	6	7.2	2 628.0
Boudnib	9 718	5.3	12	4.3	1 569.5
Total	168 578	5.6	145	6.5	2 372.5

Source: Enquête de terrain. 2008

Le problème des déchets est aussi une question prioritaire dans la vallée. En effet, les impacts des déchets sont perceptibles sur deux niveaux. Au niveau environnemental, l'oasis est potentiellement fragile aux perturbations écologiques provoquées par les déchets solides et liquides. Au niveau économique: le tourisme est un facteur économique prometteur dans la vallée ; mais les sites touristiques (Merzouga) ne sont pas dotés de services de ramassages et de tri des ordures, ce qui aura des répercussions négatives sur le secteur touristique. Malgré le fait que tous les centres urbains de la zone d'étude soient dotés de décharges à enfouissement des déchets, ces dernières ne sont généralement pas protégées: elles sont soit non clôturées ou implantées dans des zones inondables. Cette situation présente des risques de pollution des eaux souterraines et des sols dans les oasis de la vallée caractérisées par leurs fragilités. Outre ce problème de l'état des décharges, il y a lieu de signaler qu'il n'y pas de système de tri des déchets ni de traitement des plus polluants et dangereux. Tous ces problèmes liés à la

question des déchets dans la vallée mènent à la nécessité de prévoir de nouveaux emplacements pour les décharges situées dans les zones inondables et à la clôture et un contrôle des décharges sauvages.

II- Le diagnostic territorial: un outil de développement et de gestion de l'urbanisation dans le milieu oasien

L'importance et l'intégrité du diagnostic territorial ne sont pas à démontrer. La population qu'il cible dans son interaction réelle à son espace de vie et de relation, les problèmes qu'il met en évidence et surtout l'implication pertinente de l'ensemble des acteurs en présence dans l'affaire publique et la gouvernance locale sont autant d'initiatives-actions primordiales pour le développement et la gestion la plus rationnelle possible d'un territoire. Ce qui permet de déceler les priorités et l'ampleur du fait urbanisation dans chaque territoire de manière différentielle.

1- Méthodologie d'approche:

Soucieux de trouver une plate forme de discussion élargie et davantage représentative, nous avons choisi d'adopter comme base de concertation sur l'urbanisation, les résultats obtenus simultanément au niveau de chaque province à l'échelle du Maroc lors des consultations sur l'élaboration du code de l'urbanisme piloté par les Agences Urbaines entre les 20-21 et 22 mars 2006. Il s'agit de l'établissement participatif d'un diagnostic sur l'état des lieux de l'urbanisation et des propositions formulées par les différents intervenants représentant les administrations territoriales, les services d'urbanisme, les services extérieurs et la société civile. Les résultats obtenus ont fait l'objet d'enrichissement et de débats lors des ateliers participatifs tenus en décembre 2007 sur la validation des résultats sur le tourisme vu le recoupement qui existe entre le tourisme, la culture d'une part et l'habitat et l'architecture d'autre part.

Les résultats enrichis et organisés selon les problématiques qu'elles posent (Foncier, cadre juridique et institutionnel, documents d'urbanisme, coût de l'urbanisation, gouvernance, modèle urbain techniques urbanistiques, zones sensibles) ont fait de nouveaux l'objet d'une concertation avec les autorités compétentes (Agences urbaines d'Er-Rachidia, Délégations de l'habitat et du tourisme, les équipes d'architectes impliquées dans l'élaboration des SDAU d'Er-Rachidia, notamment Sciences Urbaines et Développement (S.U.D- S.A.R.L). Finalement, les

résultats définitifs ont fait l'objet de deux ateliers de validations, en janvier et février 2008. L'objectif fut la validation des résultats sur l'urbanisation à Er-Rachidia.

2- Diagnostic de l'urbanisation dans la province d'Er-Rachidia

Les mécanismes de l'urbanisation démographique sont contradictoires. La ville est désormais belle et bien la composante majeure de la réalité oasienne. Cependant, avec l'urbanisation rapide et sans processus par fois, la ville oasienne n'est plus ce lieu privilégié des mutations économiques, écologiques et sociales. Nous l'avons vu, c'est dans la ville que se pose le plus la question environnementale, la pauvreté, l'exclusion et le chômage. Les villes de dimension régionale (Er-Rachidia notamment), n'échappent pas à ce constat. Cependant, c'est dans les centres urbains de hiérarchie inférieure qui ne représentent pas exactement des lieux d'accueil de la majorité des activités économiques « motrices » que le problème prend une dimension aussi alarmante que réelle.

Le tourisme d'aujourd'hui a certes une capacité d'articulation importante mais, ce n'est pas le transport, les services modernes, les équipements évolués qui stimulent le développement économique et social. C'est pourquoi l'armature urbaine de petites et pseudo- villes de la région oasienne n'arrive pas à se structurer convenablement malgré les nombreuses potentialités touristiques et économiques de façon générale. Leurs populations au lieu de se restructurer, elles se décomposent et les villes se transforment en satellites urbains plus consommateurs que producteurs.

En l'absence d'une véritable stratégie urbaine dans l'oasis qui commence par opérer une certaine remise en cause de politique urbaine à la taille des enjeux économiques, sociaux et urbains pour en sortir avec un plan d'action axé sur la promotion des villes moyennes et l'accompagnement technique et gestionnaire des petites villes fortement enracinées dans la vocation oasienne multidimensionnelle (Tourisme, agriculture, société, patrimoine), il ne serait être de développement basé uniquement sur la promotion administrative. Celle-ci a montré ses limites. La promotion administrative dans un contexte de déconcentration et non de décentralisation des décisions et de compétences est peut-être l'un des dysfonctionnements majeurs qui entravent le développement des villes comme Er-Rachidia.

2-1- Diagnostic de l'urbanisation à Er-Rachidia

L'élaboration du diagnostic de l'urbanisation à Er-Rachidia selon le profil des intervenants permet de rendre compte de la complexité de l'urbanisation dans les oasis de la région de biosphère.

Tableau 7: Diagnostic participatif d'Er-Rachidia

Problématique	Diagnostic	Intervenants
Foncier	<ul style="list-style-type: none"> * Problématique principale dans une province à prépondérance des terres militaires pour un développement urbain régulier ; * Foncier difficilement mobilisable pour l'urbanisme- Complexité de règlement d'acquisition ; * faible recours au système d'enregistrement foncier rend toute planification hasardeuse d'où le dysfonctionnement des documents d'urbanisme 	Agence Urbaine Associations
Cadre Juridique et institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> * La non application des lois ou application partielle avec fraude d'une loi sur l'urbanisme adaptée avec la réalité ; * La non adaptation des lois des réserves naturelles à celles de l'urbanisme concernant la gestion des terres peut gêner le bon fonctionnement des réserves ; 	Secrétariat G. Provincial Eaux et Forêts
Documents d'Urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> * Des D.U. dépassés dans le temps et dans la pratique- 10 ans c'est beaucoup ; * Problème de zonage: Surface insuffisante parce que avant l'élaboration des D.U la réalité n'est pas pris en considération ; * La non généralisation du droit de servitudes ; * La sous- couverture des zones touristiques en D.U pose problème de la prolifération anarchique de l'habitat- Exemple de Merzouga ; Tinjdad ; * La vision des D.U. reste cibler à tort sur le remembrement des terres collectives pour chaque projet 	Urbanistes Domaine D.R.Tourisme Société Civile Domaine Municipalité Arfoud

	<p>d'aménagement et /ou d'investissement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le fait que la décision de l'approbation des D.U ne se prenne pas au niveau local, il est difficile de programmer correctement les échéances ; - La non fixation d'une zone péri-urbaine tampon entre l'urbain et le rural, contribue à l'augmentation des interférences urbain/rural dommageables pour le paysage physique puisqu'il encourage la prolifération de l'habitat anarchique <p>Exemple- Arabes Essabah Ziz.</p>	
Coût de l'urbanisation	<ul style="list-style-type: none"> * Introduction de nouvelles exigences en matière de construction (lois sur le séisme en particulier, Assurances) rendent tout essai de réhabilitation et/ou de construction difficile à entreprendre parce que à coût élevé ; * Coûts de construction restent généralement élevés par rapport aux revenus et au pouvoir financier des habitants ; 	
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> * La non délimitation réelle de la durée de la réalisation des lotissements dans les cahiers de charges, la durée peut dépasser 11 ans –Exemple Tinjdad ; * Empiètement sur les équipements d'eau et d'assainissement et non respect des servitudes ; * Le manque de sensibilisation et de vulgarisation: les lois restent le propre de chaque services ; * Le problème du « sacré » « Horm », 90% des terres de Moulay Ali Cherif sont Horm. Il concerne un tissu vétuste sur le quel il est quasiment impossible d'intervenir 	<p>Municipalité de Tinjdad</p> <p>ONEP</p> <p>O.N.E</p>
Modèle Urbain	<ul style="list-style-type: none"> * Le non respect des motifs architecturaux locaux ; * Les plans- pilotes et les plans-types importés (trois étages) apportent atteinte à l'identité architecturale locale et au système urbanistique 	Architectes

	oasien ;	
Techniques urbanistiques	<ul style="list-style-type: none"> * Les techniques urbanistiques locales sont en situation de déphasage avec la réglementation en vigueur d'où l'anarchie en matière de construction ; * Les techniques et le mode de construction avec des matériaux locaux nécessitent une politique de réalisation attribuée le plus souvent dans les autres villes ; * Sous valorisation par manque d'appréciation et de portée fonctionnelle et technique de l'architecture vernaculaire ignorée catégoriquement par la loi sur le séisme 	Architectes Délégation de la culture Délégation du Tourisme
Zones sensibles	* Les Zones exposés au risque d'inondation ne sont pas prises en considération	Professionnel Bâtiment

Source: Travail d'équipe dans le cadre de consulting Eco-Maghreb, 2008

L'urbanisation est un champ où tout le monde intervient mais personne n'est responsable. Ainsi conçu par les individus et les institutions, la procédure qui en résulte en acte et en prise de position relate les faits suivant pour Er-Rachidia:

S'agissant du cadre institutionnel, il est jugé adapté à l'urbanisation mais, il n'est pas appliqué ou appliqué partiellement et sous risque de fraude par l'ensemble des acteurs qui se trouvent dans une situation d'inadéquation entre les lois des réserves naturelles et celles de l'urbanisme. Ceci en procédant par un zonage non approprié loin de comporter une dimension environnementale, et par marge de manœuvre importante. La fausse implication de la dimension locale dans la planification et la prise de décision rend les phénomènes de la périurbanisation et du tissu urbain vétuste ingérables. Une périurbanisation rapide envahissant la réserve de biosphère sans aucune mesure d'assainissement ni de servitudes ni reconnaissance du patrimoine ni de territorialité socioculturelle (horm). Il s'agit d'une urbanisation sans identité architecturale qui occupe des zones à haut risque. Le manque de sensibilisation et de communication entre les acteurs de l'urbanisation et les populations proroge un état de laisser faire endommageable à court et moyen termes.

3-Propositions participatives: Une nouvelle vision du développement à l'échelon local

La légitimité des propositions participatives c'est qu'elles constituent une passerelle entre une conception de développement macro qui manquent de moyens, rate les priorités et/ou configure sa vision selon des enjeux qui ne sont pas forcément ceux de la population ni du territoire, et une vision micro basée sur le vécu, le possibilisme et le dimensionnement à temps réel.

Tableau 8- Propositions participatives à Er-Rachidia

Domaines	Propositions
Foncier	<ul style="list-style-type: none"> * Définir le statut foncier des terres sur les D.U. * Essai d'unification du régime juridique des terres ; * La révision des certificats de propriété ; * Révision du droit de « Choufâa » en vue d'un rééquilibrage en faveur des collectivités locales pour le déblocage de l'investissement ; * Régularisation foncière des terres collectives (Jmaâ Soulaliya) ; * La révision du droit de création de l'espace public sur le melk privé ; * L'utilisation optimale des réserves foncières sans la conditionnée à l'enregistrement ; * Constituer une vision unifiée sur le foncier * Refuser toute transaction foncière moyennant des Contrats relevant du droit Coutumier « Ourfi » ;
Cadre Juridique et institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> * Harmonisation des textes législatifs et des lois organisant le foncier avec les nouveaux textes du code de l'urbanisme ; * Elaboration d'une réglementation en matière d'urbanisme sur la base des spécificités locales ; * la révision de la loi contre la fraude ; * Révision de la loi sur la construction en milieu rural dans le sens de faciliter la réglementation en matière d'études des demandes de construction ; * Instaurer une police administrative concernant l'exploitation du domaine public (trottoirs, passages piétons...); * Prendre en considération la dimension sociale dans le nouveau code de l'urbanisme ; * Associer les « widadiats », les associations et les coopératives dans le fait urbain ; * Révision de la loi sur l'expropriation foncière pour l'utilité publique ; * Elaboration d'un cadre juridique pour l'acquisition et la protection du patrimoine historique et architectural ; * Limiter l'entrée en vigueur de l'utilité publique concernant

	<p>l'infrastructure publique programmée dans les D.U. à 5 ans ou lieu de 10 ans ;</p> <ul style="list-style-type: none"> * Simplification de la procédure de la conservation foncière ; * Créer les outils institutionnels permettant de combattre la spéculation foncière parallèle à la phase d'élaboration des D.U.
Documents d'Urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> * Actualisation des D.U. * Limiter les D.U. en deux documents seulement, le premier de stratégie générale à long terme ; le deuxième à caractère organisationnel détaillé susceptible d'être amélioré en concordance avec l'évolution urbaine * Trouver des solutions d'urgence au problème de l'interférence des communes au niveau d'un D.U ; * Requalification de l'espace urbain ; * Revoir la procédure et la durée d'approbation des D.U. en se référant à l'échelon local * Prendre en considération les contraintes locales (infrastructure particulièrement) au cours de la phase d'élaboration des D.U. * Regroupement de toutes les études de la planification spatiale dans un seul document facilitant ainsi la concertation entre les différents intervenants et l'actualisation du document. * Accompagnement des P.A. par un Plan topographique illustrant les découpages fonciers ; * Annexer les P.A. par un cahier de charges définissant clairement la responsabilité de chaque partie dans l'exécution de ses dispositions ;
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> * Elaboration de dispositions de protection de l'écosystème environnemental en milieux urbain et rural ; * Elaboration de mécanismes adaptés d'intervention sur les Ksour et Kasbah ; * Révision de la répression des fraudes en matière d'urbanisme se basant uniquement sur les amendes ; * Trouver une solution légale permettant aux communes de bénéficier des amendes contre la fraude ; * La révision du régime de gratuité d'attribution d'autorisation d'investissement en milieu rural ; * Accorder à la Société Civile le statut du parti concerné par la déréglementation en matière d'urbanisme donnant droit aux poursuites judiciaires éventuelles contre les fraudeurs (individus ou institutions) ; * Plus de marges pour la Société Civile pour pouvoir accompagner les chantiers de construction par la sensibilisation, l'orientation et la gestion des conflits éventuels ; * Inscrire la révision des D.U. dans l'urgence ; * Elaborer des autorisations spéciales pour l'habitat

	<p>d'urgence (bidonvilles, khiam...) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> * Adopter les plans de lotissements comme des documents complémentaires sur lesquels les pouvoirs compétents peuvent agir pour corriger, améliorer, adapter les dispositions des D.U. ; * Adopter le droit de la « Choufâa » en faveur des collectivités locales comme outil pour sauvegarder le patrimoine architectural oasien et comme moyen de régulation dans les zones ouvertes à l'urbanisation ; * Dissociation des pouvoirs en matière d'attribution d'autorisation de construire, du contrôle de la fraude et d'autorisation d'habiter ou de certificat de conformité ; * Impliquer l'instance judiciaire dans le contrôle public de la fraude en matière de construction ; * Plus de représentativité pour les services agricoles au niveau des Comités d'Attribution d'Autorisations de Construire ; * Intégrer le legs architectural colonial comme patrimoine national ;
Modèle Urbain	<ul style="list-style-type: none"> * Intégrer les zones d'habitat insalubre dans les D.U. * Intégrer les Z.U.N, les Z.U.P dans les D.U ; * Projection de nouvelles zones d'aménagement alternatif (Z.A.A) ; * Adopter la réhabilitation urbaine comme objet d'intervention réelle des D.U. ; * Pratiquer l'urbanisme consultatif comme modèle d'approche de l'urbanisation dans le Tafilalt .
Techniques urbanistiques	<ul style="list-style-type: none"> * Adoption de critères techniques normalisés pour l'utilisation des matériaux locaux de construction ; * Encourager la mixité architecturale entre modernité (tracé, fondements) et tradition (motifs, matériaux locaux, disposition...) à travers la création d'un centre spécialisé dans les techniques de construction locale et d'adaptation architectural .
Zones sensibles	<ul style="list-style-type: none"> * Aménagement adéquat pour les zones à risque (inondations) ; * Maintenir le plus possible les projets touristiques et l'urbanisation en dehors des Oasis en les orientant vers les zones non agricoles ; * Définir clairement les conditions de la pratique de l'activité touristique dans les zones sensibles dans le sens de la protection environnementale (réserves naturelles en l'occurrence) dans les D.U.

Source: Travail d'équipe dans le cadre de consulting Eco-Maghreb, 2008

Les propositions des ateliers d'Er-Rachidia confirment les autres propositions formulées dans les ateliers précédents et ajoutent deux autres propositions qu'il faut prendre en considération. Primo, opter pour un plan

d'urbanisme spécifique à la région oasienne avec des mécanismes d'interventions adaptées en matière des Ksour et Kasbah et en matière d'aménagement des zones à risque d'inondation. Secundo, faire bénéficier les collectivités locales en matière de recettes sur la fraude et sur le droit d'autorisation de construire pour pouvoir faire face à l'équipement. Ceci dans une perspective nouvelle qui, au lieu d'aller vers les solutions faciles mais payantes sur le plan fonctionnel et environnemental comme l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation (ZUN), mais en introduisant une nouvelle notion de Zone d'Aménagement Alternative (Ben Attou, 2009) dans la gestion des éclatements urbains dans les oasis.

Conclusion

Le bilan de l'urbanisation présaharienne, de la dynamique urbaine et de son impact spatial et environnemental dans le Tafilalt met en évidence le dysfonctionnement d'une économie oasienne qui se cherche. Le changement de l'ordre économique et social disgrâce la logique de distribution spatiale oasienne en positions anarchiques des anciens ksours récupérés ou abandonnés et en uniformisation d'habitat new ksourien autour des ksour traditionnels ou d'une manière spontanée le long des routes et des oueds. D'où la gestion déficitaire de la périurbanisation oasienne. La ruée vers la route, l'apparition de la spéculation foncière ainsi que le gel foncier d'un statut militaire entravent le développement harmonieux des villes oasiennes de Tafilalt. Comme système réactionnel, les collectivités ethniques instrumentent le droit de préemption dans une logique d'appropriation foncière maximale contribuant davantage dans la configuration d'un espace urbain désarticulé dans sa forme et dans sa structure.

La ville présaharienne, oasis touristique de demain, est aujourd'hui compromise par une incohérence politico-électorale doublée d'une situation de marginalisation et de précarité de l'économie urbaine face à des épargnes migratoires invisibles donc incontrôlables. Un vrai problème de gestion de ressources naturelles et de gouvernance de l'espace urbain oasien surgit. En effet, le manque des équipements de base, notamment le réseau d'assainissement public dans la plupart des villes de Tafilalt ainsi que l'éparpillement des lots et des logements en dehors de toute planification rationnelle prorogent un état d'insalubrité et de précarité avancées dans des villes pourtant à vocation touristique. Le paysage urbain présaharien

exprime des stratigraphies sociales et des situations de dépassements. Des fois, il s'agit d'une urbanisation ancrée dans la montagne ou configurée par les oueds. Des fois, l'extension anarchique des ksour condamne l'utilité des terrains agricoles qui se trouvent figés, imputés sur l'oasis. L'efficacité des documents d'Urbanisme et l'incapacité des plans d'aménagements et des plans de développements à encadrer ou à orienter l'urbanisation massive et rapide dans les villes –oasis présahariennes n'arrangent pas les choses. Des D.U. sont arbitrairement, élaborés sur des périmètres urbains non délimités au sein des oasis au détriment des forêts et palmiers dattiers. Ceci sans la moindre option d'aménagement spécifique vis-à-vis des ksour et oasis.

La question de l'eau met en évidence la nécessité impérieuse de traiter les eaux usées de l'assainissement liquide et d'opter pour une gestion correcte des décharges publiques. Elle a mis aussi en évidence plusieurs dysfonctionnements liés à la gestion de cette denrée devenue rare (gaspillage, pollution...). Cependant, même dans le cas d'une optimisation de cette ressource élémentaire, il apparaît que les niveaux de consommation sont encore supérieurs au niveau de disponibilités. Dans le cas de la consommation de la ressource en eau, nous avons vu que les deux principaux responsables de cette hausse sont l'agriculture avec tendance à la baisse d'une part et l'éclatement démographique urbain avec tendance à la hausse d'autre part.

Un développement touristique durable pouvant supporter une urbanisation de masse et le maintien des activités agricoles malgré la baisse des ressources et la faiblesse des rendements dans une perspective d'éléments structurants d'oasis touristique, interpelle, non seulement, la recherche permanente de cette denrée mais aussi la rationalité dans la gestion et l'économie d'eau à partir des traitements et des réutilisations contrôlées. Il interpelle aussi et surtout l'implication du local comme territorialité à part entière, comme pouvoir parfaitement identifiable non pas uniquement représentatif mais comme pouvoir de construction de territoires capables de comprendre et d'assimiler les enjeux et les risques de l'urbanisation. Les ateliers participatifs ont montré leur efficacité en termes de diagnostic territorial et en termes de force de propositions intégrées en mesure de gérer les différents paysages urbains présahariens.

Références bibliographiques

- BEN ATTOU (M.), 2013: Processus d'urbanisation dans les villes-oasis du Présahara, le cas du Draa- Tafilalt, Revue Dirassat n° spécial 16 « Le Souss et le Sahara », Publication de la FLSH de l'université Ibn Zohr, Agadir, pp.09-52.
- BEN ATTOU (M.), 2009: Problématique des ressources humaines, réserve de biosphère et développement des oasis du sud marocain, quelle approche stratégique? cas du Draa et de Tafilalt, Cahiers Géographiques n° 6, Publication de l'université Sidi 'Mohamed Ben Abdellah de Fès Dhar el Meheaz, pp.71-86.
- BEN ATTOU (M.), 2009: Modèle urbain oasien et stratégie touristique marocaine, quel lien? Cas du Draa et de Tafilalt, Revue espace Géographique et Société Marocaine n° 13 spécial: développement territorial au Maroc: enjeux, stratégies et acteurs, Publication de l'Association des Chercheurs et Intervenants Urbains aux Maroc, Casablanca, pp.81-109.
- BECHRAOUI (A.), 1980: La vie rurale dans l'oasis de Gabès, Publication de l'Université de Tunis, Sect. Lettres et Sciences Humaines, 2^{ème} Série, Géographie-1, Tunis, pp.18-25.
- Direction de l'urbanisme, 2008: Schéma Directeur d'Aménagement Urbain de la Vallée du Ziz, Rapport n° 2, orientations et options d'aménagement, SUD S.A.R.L, 194 p.
- Direction de l'urbanisme, 2008: Schéma Directeur d'Aménagement Urbain de la Vallée du Ziz, Rapport n° 3, Rapport de présentation, SUD S.A.R.L, 106 p.
- JARIR (M.), 1987: Exemple d'aménagement hydro-agricole de l'Etat dans le présahara marocain: le périmètre de Tafilalt, L'homme et l'eau en Méditerranée et au Proche Orient, tome 4, travaux de la Maison de l'Orient, Lyon, pp.191-208.
- MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2004: Stratégie d'aménagement et de développement des oasis au Maroc, DIRASSET, rapport de synthèse, 189 p.